

SÉLECTIONNÉ PAR LE NOUVELOBS



Par **Séverine Labat**

Politologue, chercheur au CNRS

Modifié le 24-06-11 à 11:46

[13 réactions](#) | 2031 vues

[J'alerte](#)

Bi-nationalité : la France à l'heure post-coloniale

"La France, tu l'aimes ou tu la quittes" : le fameux slogan du mouvement de Philippe de Villiers résume en substance la proposition du député UMP Claude Goasguen. Pourquoi certains en veulent-ils autant aux immigrés ? Tout s'explique.

Sélectionné et édité par [Aude Baron](#)



Temps de lecture : 4 minutes

"Quand on voit l'extraordinaire ridicule, et je pèse mon mot, de ce débat sur la binationalité, qui est un reniement de la tradition française,

(...) on se rend compte d'abord qu'il y a un certain nombre de responsables politiques qui se foutent du monde, qui se foutent des Français, qui jouent sur les peurs et les divisions"
(Dominique de Villepin)

[Claude Goasguen a fait marche arrière sur sa proposition](#) de priver les bi-nationaux de leurs droits politiques les plus élémentaires, et c'est tant mieux.



Est-on fondé à distribuer des bons et des mauvais points de loyauté nationale, en particulier à l'égard de nos concitoyens issus de notre ex-Empire, lorsqu'on a inauguré sa carrière politique [dans les rangs du groupe fascisant "Occident"](#) ?

Nos mentalités encore marquées par le colonialisme

Contrairement à une idée communément admise, les ressortissants de nos ex-colonies ne se sont pas intégrés suivant un mode exclusivement communautaire. Même s'ils firent eux aussi l'objet d'attaques racistes, les "polaks" et les "ritales" s'intégrèrent par le travail et par des réseaux de solidarité communautaires (églises, associations, pratiques religieuses informées par le catholicisme) sans que la société française ne s'en émeuve à l'époque. Les diverses vagues issues des migrations de l'Empire se sont intégrées de la même manière.

Concernant les nouvelles migrations, notre imaginaire n'a pas encore été décolonisé et reste façonné par les souvenirs de la guerre d'Algérie.



A cet égard, il convient de rappeler que la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'a guère été appliquée dans les trois départements français d'Algérie. Durant cette période, pour accéder à la citoyenneté française, les indigènes devaient renoncer à leur statut personnel, l'islam étant perçue comme y faisant obstacle.

L'islam, entre fantasmes et clichés

En Algérie, seuls les indigènes de confession juive furent, par le décret Crémieux de 1870, francisés. Cette césure entraîna une division au sein de la communauté algérienne, sorte d'amputation culturelle et humaine dont nombre d'Algériens ont la nostalgie. Aujourd'hui, la question migratoire d'origine maghrébine emprunte aux mêmes stéréotypes véhiculés jadis, et nourrit un fantasme islamophobe de type colonial.

Il suffit, pour s'en convaincre, de voir la façon dont le récent débat sur l'identité nationale a tourné en une polémique sur la question erronée de la compatibilité de l'islam avec les principes républicains. Cette polémique a révélé, s'il en était besoin, la nature profondément post-coloniale de notre société.

De fait, les médias et la classe politique française reproduisent un discours de méfiance à l'égard de ceux que l'on persiste à nommer "les immigrés", alors que nous sommes en présence d'une troisième génération composée de Français ou de binationaux.

A la recherche du bouc-émissaire

Le "maghrébin", "l'Arabe", le "musulman" sont encore perçus comme une menace et un facteur de dissolution du lien national. Ajouté à l'affaiblissement de l'Etat-nation, en raison des transferts de compétence qu'implique la construction européenne, une large part de la société française se cherche de nouveaux boucs-émissaires.

Dans l'entre deux guerres, ce sont les populations juives qui firent les frais d'une représentation identitaire refermée sur elle-même. De nos jours, les chrétiens et les juifs tendent à désertier églises et synagogues, tandis que nos concitoyens d'origine musulmane pratiquent davantage leur foi, refoulée jadis par les ouvriers immigrés, et désormais revendiquée de bon droit.

Paupérisées par la mondialisation, les classes moyennes et populaires voient dans le "musulman", l'incarnation du déclassement dont elles se sentent menacées.

Français à part entière, ou entièrement à part ?

L'islam est alors réifié sans nuance tandis que cette migration de tradition "musulmane" pratique, dans son immense majorité, un islam tout à fait compatible avec la laïcité. Nos concitoyens d'origine maghrébine qui demeurent attachés à leurs pays d'origine (y compris les nouvelles générations), tout en signifiant leur appartenance pleine et entière à leur pays d'accueil ou de naissance, **s'intègrent largement à la société française** contrairement à une idée communément répandue.

Ils désirent, à l'heure des migrations globalisées, être des Français à part entière et non des Français entièrement à part. La double appartenance ou la bi-nationalité impliquent ainsi une redéfinition des contours de l'identité nationale à l'aune de leur apport démographique et culturel.

Le mot "immigré" réservé aux anciennes colonies

Quand cessera-t-on enfin de qualifier des Français installés depuis trois générations, sous le vocable "d'immigrés" ? Ce sort n'est, pour les raisons évoquées plus haut, réservé qu'aux ressortissants de l'ex-Empire. Parle-t-on en effet "d'immigrés" à propos des jeunes générations de Français d'origine italienne, polonaise, ou, plus généralement des descendants d'immigrés originaires d'Europe ?

On revient toujours, pour comprendre ce phénomène, à la question coloniale. La classe politique n'en a toujours pas fait son deuil, tandis que se dessinent les contours d'une nouvelle citoyenneté à laquelle on applique encore le logiciel de l'ex-Empire.

Leur cœur appartient à deux nations

Ainsi a-t-on pu entendre de nombreuses voix s'élever devant le spectacle de jeunes Français brandissant le drapeau algérien lors de match de football mettant en jeu l'équipe algérienne contre l'équipe française, et accusés d'être prétendument porteurs d'un racisme "anti-blanc".

Mais jamais n'a été saluée l'attitude de ces mêmes jeunes massivement attachés à l'équipe de France lorsque celle-ci est aux prises avec une autre équipe étrangère. Et que dire des supporters d'origine maghrébine de l'Olympique de Marseille ? Avec leur accent chantant, ils psalmodient les hymnes d'un club de football, emblème d'une ville où se côtoient en bonne intelligence des centaines de nationalités.



Il est, à cet égard, nécessaire de rappeler que la cité phocéenne, de nombreuses recherches en attestent, est la plus épargnée par les violences urbaines au regard des tensions communautaires des banlieues ghettoïsées des régions lyonnaise et parisienne.

De "l'immigré" à la "diversité"

Les jeunes Français originaires de l'ex-Empire colonial sont avant tout affectés par un déficit d'intégration sociale et économique.

La société française persiste à ne voir la question de l'immigration qu'au travers d'une lecture culturaliste des difficultés que rencontrent ces populations, singulièrement dans les quartiers où sévissent chômage et précarité. On minimise ainsi les apports, pourtant de plus en plus tangibles en France, des acteurs de la migration, toutes origines confondues. Leur représentation dans l'espace public et les institutions commence à faire débat.

Certains, pour les évoquer, utilisent désormais la notion de "diversité". Celle-ci constitue en elle-même la reconnaissance du nouveau statut de "nationaux" de ces acteurs.

Auteur parrainé par [Aude Baron](#)